

Dans le « Pacifique bleu »

Hanna Gers, Elisabeth Sub | 23 juin 2023



Cet article est la traduction de « [Into the Blue Pacific](#) », publié sur le site de la DGAP (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik) le 14 février 2023.

Le « Pacifique bleu » est une vaste région du Pacifique Sud s'étendant sur 30 millions de kilomètres carrés et comptant trois millions d'habitants et 14 nations. Elle est composée de milliers d'îles menacées par le changement climatique, une préoccupation aggravée par une concurrence géopolitique accrue dans la région. L'Union européenne peut contribuer à atténuer ces défis en renforçant les capacités de ces États en matière d'adaptation au changement climatique, de sûreté maritime et de consolidation régionale, ce qui coïncide avec les intérêts stratégiques européens – y compris celui qui consiste à s'établir comme une puissance extérieure de confiance.

- Les événements dans le Pacifique bleu affectent la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région. Les nations insulaires deviennent le centre d'attention d'une concurrence géopolitique accrue, ce qui pourrait entraîner l'aggravation des tensions dans certaines zones sensibles en Asie.
- Le changement climatique est la plus grande menace pour les nations insulaires du Pacifique bleu. L'UE devrait donner la priorité aux projets d'adaptation face au changement climatique, qui sont susceptibles de stimuler les transferts de connaissances depuis et vers l'Europe.
- Les pays du Pacifique bleu ont des capacités limitées en termes de surveillance, de maintien de l'ordre et d'application de la loi, ce qui a également un impact sur la sûreté maritime dans le Pacifique. L'UE devrait rationaliser son dialogue sur le renforcement des capacités en matière de sûreté maritime et de non-prolifération.
- Les nations insulaires du Pacifique bleu cherchent une consolidation régionale en réponse au changement climatique et à la concurrence géopolitique accrue. Le Forum des îles du Pacifique permet à l'UE de rationaliser son engagement et de renforcer les relations entre les régions.

Une région en ébullition

L'étiquette « Pacifique bleu » fait référence à un groupe de nations insulaires du Pacifique Sud qui couvre une vaste zone maritime située dans le triangle plus large entre la Chine, l'Australie et les États-Unis. Le Pacifique bleu est l'enjeu d'une rivalité d'influence entre Washington et Pékin, car cette région est stratégiquement située et est riche en ressources naturelles. De plus, ces nations insulaires sont perçues comme pouvant être influencées à des fins géopolitiques.

Les États-Unis ont des bases militaires à Guam, qui est un territoire américain, et sur l'État américain d'Hawaï. Ils ont également annoncé leur intention d'installer une nouvelle base dans les États fédérés de [Micronésie](#) et un radar trans-horizon aux [Palaos](#). Ils doivent également renouveler les accords d'association territoriale qu'ils possèdent avec trois nations insulaires[1] et assurer le suivi de [nouveaux arrangements](#), notamment celui de l'[initiative Partenariat pour le Pacifique bleu \(Partners in the Blue Pacific\)](#)[2]. Au cours de l'année 2022, les États-Unis ont lancé une série de réunions de haut niveau, de nouveaux partenariats et de plans d'investissement en réaction directe à l'[empreinte](#) économique et politique croissante de Pékin dans la région[3]. Washington redoute que la Chine puisse progressivement établir une présence militaire dans la région, et l'accord de sécurité signé par Pékin avec les [Îles Salomon](#) en avril 2022 a renforcé ces craintes. Les navires destinés au ravitaillement commercial, économique et militaire traversent le Pacifique bleu ; les navires américains devraient également emprunter cette voie en cas d'urgence dans le Pacifique occidental, par exemple dans le détroit de Taïwan.

Dans le même temps, les grandes puissances se disputent l'exploitation des ressources de la région : les îles du Pacifique bleu possèdent d'énormes zones économiques exclusives (ZEE) qui contiennent de vastes stocks de [ressources naturelles](#) allant du poisson au nickel, au cuivre et au cobalt[4]. Les investissements économiques achètent également un soutien politique : sur les six nations insulaires qui avaient à l'origine des relations diplomatiques avec Taïwan, il n'en reste que quatre. En 2019, les Îles Salomon et Kiribati ont abandonné leur reconnaissance diplomatique de Taïwan pour établir des relations avec la Chine.

Qu'en est-il de l'Europe ?

Au moins sur le papier, l'UE se positionne comme un acteur indépendant dans le Pacifique bleu. Bruxelles a formulé une [stratégie pour l'Indopacifique](#) qui reconnaît explicitement l'importance des territoires français d'outre-mer – les sept millions de kilomètres carrés de ZEE françaises dans le Pacifique bleu[5]. L'UE et les différents États européens ont des représentations diplomatiques ainsi que des intérêts économiques et politiques dans la région. L'aide économique et les relations commerciales avec l'UE sont importantes pour les [États insulaires du Pacifique](#)[6].

Le Pacifique bleu est également essentiel à la stabilité de la région Indopacifique plus largement, ainsi que pour les routes commerciales et les chaînes d'approvisionnement qui sont cruciales pour la prospérité économique européenne. Les conséquences d'une instabilité dans cette région pourraient affecter les côtes de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Des conflits militaires dans le Pacifique bleu pourraient également avoir un impact sur les territoires français de la région et nécessiteraient donc une réponse de l'UE.

De plus, les gouvernements européens ont une certaine responsabilité dans les problèmes auxquels sont confrontés les pays insulaires du Pacifique (*Pacific Island Countries* – PIC). La responsabilité historique de l'Europe liée au colonialisme et à d'autres actes d'exploitation est fréquemment citée dans les débats politiques et alimente les appels à l'indépendance dans les territoires français d'outre-mer. Les problèmes historiques ont également contribué au sentiment d'injustice climatique, étant donné que les pays insulaires du Pacifique sont les plus touchés par le changement climatique, tout en contribuant à moins de 0,03% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Enfin, il y a des demandes de soutien et d'indemnisation pour les victimes des essais nucléaires français dans la région. Compte tenu de la complexité des enjeux postcoloniaux bilatéraux, l'UE est mieux positionnée que ses États membres individuellement pour s'engager dans la région du Pacifique bleu.

Mettre en avant le Pacifique bleu

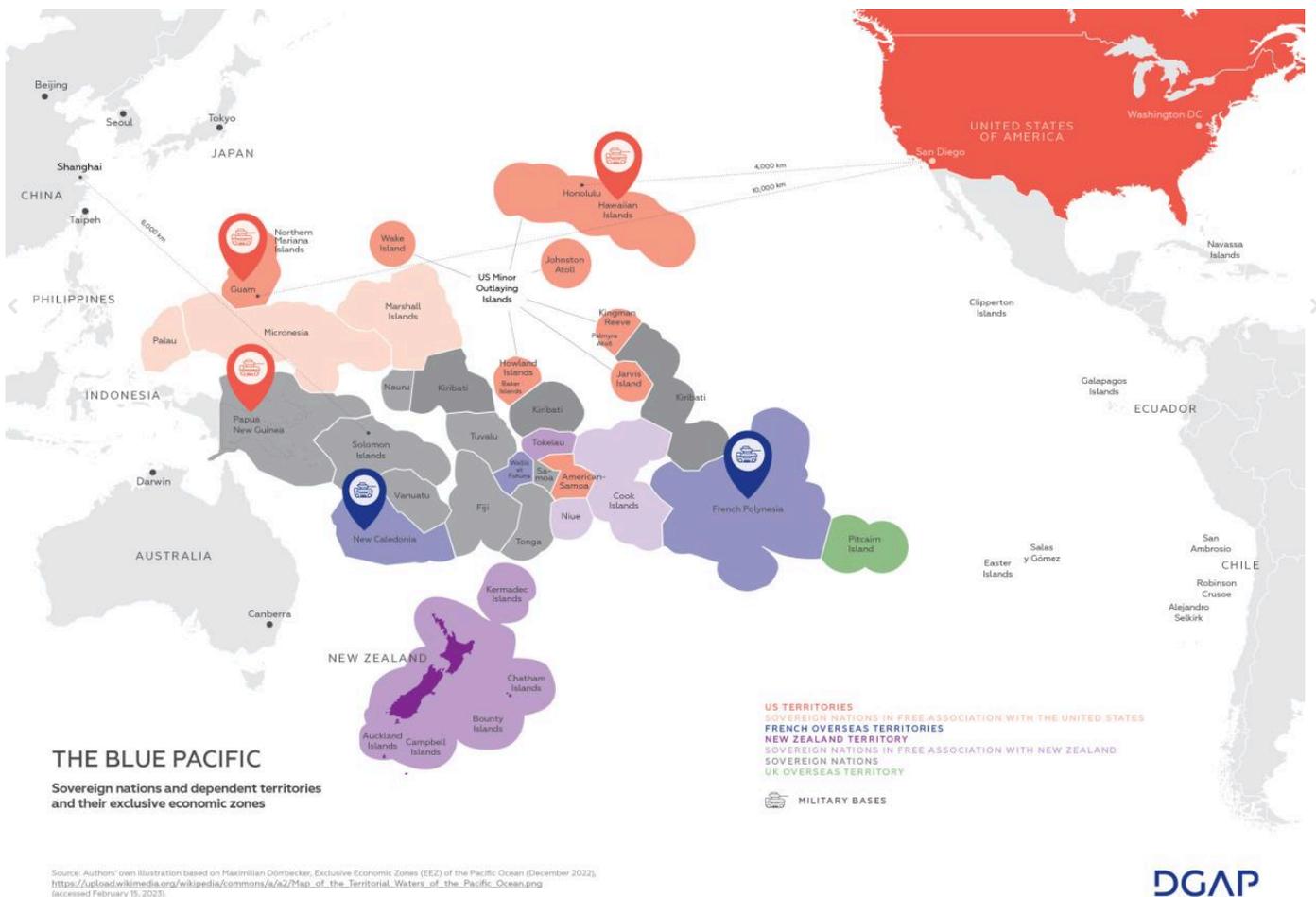
L'Europe a également une motivation positive qui la pousse à mettre en avant de manière plus ferme le « Pacifique bleu » : s'engager dans cette région signifie jouer sur les points forts de l'UE, qui a toujours promu l'idée que les nations devraient être capables de prendre des décisions politiques consensuelles sur leur territoire commun. Le terme « [Pacifique bleu](#) » est un bon exemple de l'interprétation créative de la géopolitique par l'UE : une autodétermination locale qui met l'accent sur la connectivité de la région, les défis communs et les intérêts collectifs.

Le label « Pacifique bleu » décrit une communauté riche en diversité, liée par l'océan, qui couvre des milliers de petites îles, 14 pays, avec des cultures distinctes, des langues multiples et des approches politiques différentes. De plus, la région dispose déjà d'une institution commune, le Forum des îles du Pacifique (*Pacific Islands Forum* – PIF), qui a identifié la coopération comme le seul moyen de faire face aux ravages du changement climatique et de la concurrence géopolitique. Toutes les nations insulaires

du Pacifique bleu sont confrontées à un problème majeur à l'échelle mondiale : le changement climatique. C'est l'océan qui les relie et les soutient, mais c'est également l'océan qui représente une menace collective et existentielle pour elles. Leurs atolls de faible altitude sont **touchés de manière disproportionnée**. Le réchauffement des eaux et les catastrophes naturelles menacent **les écosystèmes**, la biodiversité, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et hydrique ainsi que le bien-être économique et la santé dans le Pacifique bleu[7] ; et ont souvent **un impact disproportionné sur les femmes**. En conséquence, le changement climatique et ses effets représentent la principale **menace sécuritaire et le multiplicateur de menace le plus important** pour les nations du Pacifique bleu.

Une deuxième préoccupation majeure qui affecte l'ensemble du Pacifique bleu, notamment parce qu'elle empêche ses nations de s'attaquer au premier problème, est la rivalité géopolitique accrue. En particulier, l'Australie et les États-Unis courtisent les pays insulaires du Pacifique avec des arrangements économiques et politiques pour acheter de l'influence et du soutien face à la Chine, qui répond de la même manière. Alors que les nations du Pacifique bleu craignent d'être soumises à la coercition et à l'exploitation dans le contexte de rivalités stratégiques, comme cela s'est produit au XX^e siècle, le Représentant permanent des Fidji auprès des Nations Unies à New York **a exprimé** un consensus local selon lequel « dans la lutte géopolitique entre les États-Unis et la Chine, le changement climatique est en train de gagner ».

La priorité accordée par la région à l'atténuation du changement climatique et de la rivalité géopolitique recoupe les intérêts européens dans le Pacifique bleu. Toutefois, l'UE n'a pas encore tiré parti de ses efforts dans le renforcement des capacités des PICs.



Sécurité climatique

Les dirigeants du Pacifique bleu **ont déclaré** une « urgence climatique » en juillet 2022 et **ont appelé** à soutenir les efforts de la région en matière d'adaptation, d'atténuation et de réduction des risques de catastrophe. Ce soutien devrait inclure un changement de perspective, les PICs ne devant plus être considérées comme de simples victimes, mais comme des sources de connaissances et des lieux de **recherche**. En effet, le Pacifique bleu a été décrit comme un centre d'innovation et a mis en avant plusieurs **projets d'adaptation innovants**. Cependant, dans de nombreux cas, la région ne dispose pas des capacités financières, techniques et humaines nécessaires à la mise en œuvre de ces projets.

Pour remédier à certaines de ces lacunes, l'UE a lancé l'[Alliance verte et bleue pour le Pacifique](#) en novembre 2021. Ce partenariat comprend une enveloppe financière de 197 millions d'euros pour les années 2021-2027. Il fournit également des fonds pour [d'autres grands projets d'adaptation au climat](#). L'assistance technique et la coopération étroite avec les communautés locales, par exemple par le biais de tables rondes et de projets de recherche conjoints, contribuent à réduire les obstacles et à faciliter l'inclusion des femmes ainsi que des connaissances autochtones du Pacifique. En assurant la maîtrise locale du processus et en rassemblant divers groupes, la durabilité des projets de sécurité climatique est accrue. Une telle approche améliore les chances d'innovation, ce qui peut également alimenter les efforts européens en matière de sécurité climatique ailleurs.

Cependant, l'UE n'est pas aussi efficace qu'elle voudrait le croire dans ses efforts pour soutenir l'adaptation face au changement climatique. Ses structures bureaucratiques rendent souvent [difficile](#) l'accès au financement et la mise en œuvre des projets.

Sûreté maritime

Comme indiqué dans sa stratégie pour l'Indopacifique, l'UE s'est engagée à renforcer la sûreté maritime dans la région. Cela implique notamment de renforcer des capacités de lutte contre le trafic de drogues et le trafic d'êtres humains, la criminalité liée aux espèces sauvages, les marchandises illicites et les flux financiers liés au terrorisme. L'UE cherche également à consolider les [mécanismes de partage d'informations](#)[8]. Toutefois, bien que l'aspect information soit vital, les pays insulaires du Pacifique rencontrent des difficultés avec les outils technologiques (logiciels), l'équipement technique (matériel) et la formation du personnel à la gestion, au suivi et à l'utilisation des données.

Contribuer au renforcement de ces capacités s'alignerait également sur l'objectif de longue date de l'UE de mettre fin à la prolifération des armes de destruction massive. Les capacités de non-prolifération et d'application des sanctions recoupent les capacités nécessaires à la sûreté maritime sur le plan pratique. Les deux ensembles de capacités sont liés à la collecte d'informations, à la surveillance et à l'application de la loi. Les activités illicites de la Corée du Nord sont un exemple de l'importance pratique de ces efforts : Pyongyang est bien connue pour naviguer sous de faux pavillons et sous le radar afin de contourner les embargos sur les armes et les sanctions. La Corée du Nord [exploite](#) également le manque de capacités des PICs pour mener ses opérations sous faux pavillon.

Dans le cadre de sa stratégie de long terme en matière non-prolifération, l'UE a déjà mis en place un dialogue annuel sur le renforcement des capacités en matière de non-prolifération et d'application des sanctions dans l'Indopacifique. Bruxelles pourrait devenir plus efficace en fusionnant ses efforts en matière de sûreté maritime avec ceux en matière de non-prolifération et en renforçant son dialogue avec le Forum des îles du Pacifique. Un tel renforcement des capacités permettrait de répondre aux intérêts de Bruxelles et de remédier aux vulnérabilités du Pacifique bleu, ainsi qu'à l'intérêt de certaines nations insulaires pour la coopération en matière de sécurité. Le [pacte de sécurité des Îles Salomon](#) avec « la Chine, qui comprenait des arrangements pour la formation des forces de sécurité locales, illustre » ces exigences locales.

Principaux cadres, partenariats et visites diplomatiques

2013-2023

2013	2016	2017	2018	2019	2021	2022	Perspectives
La Chine lance l'initiative de la « Route maritime de la soie » (<i>Maritime Silk Road Initiative</i>)	Le Japon annonce une « stratégie pour un espace Indopacifique libre et ouvert »	L'Australie annonce sa stratégie du « <i>PacificStep-Up</i> » (ou intensification)	La Nouvelle-Zélande annonce un « <i>PacificReset</i> » (ou réinitialisation)	Les Îles Salomon et Kiribati transfèrent leur reconnaissance diplomatique de Taïwan à la Chine.	Le Royaume-Uni annonce une « <i>Indo-Pacific Tilt</i> » (inclinaison) Les États-Unis et les États fédérés de Micronésie annoncent la construction d'une base militaire dans ces États L'UE publie une Stratégie pour la Coopération dans la région Indo-Pacifique	Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, rencontre les dirigeants des PICs aux Fidji (première visite d'un secrétaire d'État en 37 ans) Accord de sécurité entre la Chine et les Îles Salomon Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, effectue une visite officielle dans 8 pays insulaires du Pacifique L'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon lancent l'initiative « Partenariat pour le Pacifique bleu » Le Forum des îles du Pacifique lance la « Stratégie 2050 pour le continent du Pacifique bleu » Sommet des pays insulaires du Pacifique à Washington Publication de la stratégie des États-Unis pour le Pacifique Sud	2023 : Les accords entre les États-Unis et les États fédérés de Micronésie et les Îles Marshall expirent 2024 : L'accord entre les États-Unis et les Palaos expire 2026 : la station radar trans- horizon américaine devrait être achevée aux Palaos

Source : *Compilation des autrices.*

Favoriser la coopération régionale

Historiquement, l'UE a suivi une double approche en impliquant les pays insulaires du Pacifique à la fois de manière multilatérale^[9] et bilatérale. Toutefois, le PIF est [en train de devenir](#) l'organisation régionale clé pour les questions de sécurité et les questions communes à toutes les nations insulaires. L'UE coopère déjà avec le PIF en tant que partenaire de dialogue, et elle peut utiliser son statut d'organisme régional pour participer à des réunions ministérielles et de travail. La mise en place d'un cadre de partenariat UE-PIF [institutionnaliserait les relations](#) de région à région, ce qui stimulerait la consolidation régionale et faciliterait les activités de l'UE de renforcement des capacités des nations du Pacifique bleu^[10].

Pays et territoire du Pacifique bleu

Pays/Territoire	Statut	Population	Superficie (kilomètres carrés)	Zone économique exclusive (kilomètres carrés)	Statut de membre	Reconnaissance Taïwan / RPC
Territoires des États-Unis						
Samoa américaines (AS)	Territoire non incorporé et non organisé	46 366	200	404 391	CPS, SPROE	
Guam (GU)	Territoire non incorporé et non organisé	168 801	540	221 504	CPS, SPROE	
Îles Mariannes du Nord (MP)	Commonwealth en union politique avec et sous la souveraineté des États-Unis	56 608	464	749 268	CPS, SPROE	
Territoires français d'outre-mer						
Polynésie française (PF)	Pays et collectivité d'outre-mer	299 356	4 167	4 767 240	CPS, FIP, SPROE	
Nouvelle Calédonie	Collectivité « sui generis »	273 015	18 576	1 422 540	CPS, FIP, SPROE	
Wallis-et-Futuna	Collectivité d'outre-mer	11 441	142	258 269	CPS, SPROE	
Territoire néo-zélandais						
Tokélaou (TK)	Territoire dépendant	1 506	12	319 031	CPS, SPROE	
Territoire britannique d'outre-mer						
Îles Pitcairn (PN)	Territoire d'outre-mer	50	47	836 108	CPS	
Nations souveraines						
Îles Cook (CK)	Indépendant, en libre association avec la Nouvelle-Zélande	17 459	237	1 830 000	CPS, FIP, SPROE	Chine
Fidji (FJ)	Indépendant	926 276	18 276	1 282 980	CPS, ONU, FIP, SPROE	Chine
Kiribati (KI)	Indépendant	119 940	811	3 441 810	CPS, ONU, SPROE	Transfert vers la Chine en 2019
Îles Marshall (MH)	Indépendant, en libre association avec les États-Unis	54 590	181	1 990 530	CPS, ONU, FIP, SPROE	Taïwan
Micronésie (FM)	Indépendant, en libre association avec les États-Unis	104 468	701	2 996 420	CPS, ONU, FIP, SPROE	Chine
Nauru (NR)	Indépendant	11 690	21	308 480	CPS, ONU, FIP, SPROE	Taïwan
Niue (NU)	Autonome, en libre association avec la Nouvelle-Zélande	1 562	261	450 000	CPS, FIP, SPROE	Chine
Palaos (PW)	Autonome, en libre association avec les États-Unis	17 930	444	603 978	CPS, ONU, FIP, SPROE	Taïwan
Papouasie-Nouvelle-Guinée (PG)	Indépendant	8 934 475	462 840	2 402 290	CPS, ONU, FIP, SPROE	Chine
Samoa (WS)	Indépendant	198 646	2 934	127 950	CPS, ONU, FIP, SPROE	Chine
Îles Salomon (SB)	Indépendant	712 071	28 230	1 553 440	CPS, ONU, FIP, SPROE	Transfert vers la Chine en 2019
Tonga (TO)	Indépendant	99 780	749	659 558	CPS, ONU, FIP, SPROE	Chine
Tuvalu (TV)	Indépendant	10 580	26	749 790	CPS, ONU, FIP, SPROE	Taïwan
Vanuatu (VU)	Indépendant	294 688	12 281	633 251	CPS, ONU, FIP, SPROE	Chine

[1] Les États-Unis ont des accords de libre association avec les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie et les Palaos qui codifient les arrangements de défense nationale et d'assistance financière, mais qui doivent expirer en 2023 et 2024. Les États-Unis ont également ouvert une ambassade aux Îles Salomon et annoncé leur intention d'en ouvrir d'autres en 2023 au Vanuatu, à Kiribati et aux Tonga

[2] L'initiative « Partenariat pour le Pacifique bleu » rassemble l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis malgré des différences politiques importantes. Il s'agit du troisième exemple de formation de coalitions intergouvernementales en réaction à l'influence croissante de la Chine dans le Pacifique après le dialogue quadrilatéral de l'Australie, de l'Inde, du Japon, des États-Unis et l'accord AUKUS entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

[3] La Chine a achevé plusieurs projets d'infrastructure dans la région dans le cadre de son Initiative de la Route maritime de la soie (*Maritime Silk Road Initiative*) lancée en 2013. Elle est devenue l'un des principaux donateurs de la région et a renforcé ses relations bilatérales avec les pays de la région.

[4] Plusieurs investisseurs et sociétés minières internationales s'intéressent aux ressources minérales des fonds marins du Pacifique, même si la juridiction sur l'exploitation minière en eau profonde et ses conséquences environnementales reste relativement floue. Par exemple, le territoire français de la Nouvelle-Calédonie abriterait 10 à 30% du stock mondial de nickel.

- [5] La France, l'Allemagne et les Pays-Bas avaient chacun élaboré une stratégie pour leur engagement dans l'Indopacifique avant la publication de la stratégie de l'UE.
- [6] L'UE est le sixième donateur dans le Pacifique après l'Australie, le Japon, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et la Chine.
- [7] Le Pacifique bleu représente un tiers des captures mondiales de thon, une ressource menacée.
- [8] Le *Pacific Fusion Center* représente un tel mécanisme régional de partage de l'information. Il a été créé en 2021 et est financé par le gouvernement australien.
- [9] L'accord de Cotonou fournit le cadre du partenariat entre l'UE et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'accord prolongé expirera en juin 2023 ; l'accord post-Cotonou entrera en vigueur ultérieurement.
- [10] L'UE a déjà apporté son soutien à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour l'intégration économique et d'autres domaines d'action de consolidation régionale.

Crédits photo : U.S. Marine Corps photo par [Lance Cpl. Christopher W. England](#)



Hanna Gers, Elisabeth Sub

Hanna Gers est assistante de recherche au sein de la [Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik \(DGAP\)](#) et contribue plus spécifiquement au projet « Réduction des risques et maîtrise des armements dans la région Asie-Pacifique ».

Elisabeth Suh ([@SuhBetty](#)) est chargée de recherche au Centre de sécurité et de défense de la *DGAP* depuis juin 2020. Ses recherches portent sur l'énergie nucléaire, la technologie, ainsi que sur la réduction des risques et le contrôle des armes dans la région Asie-Pacifique. Elisabeth Suh est également doctorante associée à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'Université de Hambourg (IFSH). Elle travaille sur la politique d'acquisition et de développement nord-coréennes de l'arme nucléaire.

Comment citer cette publication

Hanna Gers, Elisabeth Sub, « Dans le « Pacifique bleu » », *Le Rubicon*, 23 juin 2023
[<https://lerubicon.org/dans-le-pacifique-bleu/>].